

Synthèse électronique N°3 :

Les bonnes pratiques concernant :
le développement local, l'esprit
d'entreprise, la diaspora et
la science

Novembre 2012

www.ae-platform.org

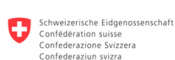


Africa-Europe Platform



Sommaire

Introduction	3
2. Développement local	5
2.1 Contexte	5
2.2 Exemple de bonnes pratiques	7
3. Esprit d'entreprise	8
3.1 Contexte	8
3.2 Exemple de bonnes pratiques	10
4. Diaspora scientifique	11
4.1 Contexte	11
4.2 Exemple de bonnes pratiques	14
5. Conclusions	16





Introduction

Voici la troisième édition d'une série de synthèses électroniques publiées par la plateforme **Afrique-Europe**, un réseau d'organisations de la diaspora africaine à l'échelle européenne. L'objectif principal de ces synthèses électroniques est d'améliorer les connaissances des organisations de la diaspora en ce qui concerne les questions clés **de la politique de migration et de développement** (M&D) ainsi que de sensibiliser les législateurs aux opinions des organisations de la diaspora africaine à propos des questions clés de politiques de M&D. La synthèse électronique N°1 **comprendait** un aperçu des documents publiés par l'UE entre 1999 et 2011. Elle traite plus en détail des instruments de la CE relevant de l'Approche globale sur la question des migrations : le programme thématique qui finance la « Coopération avec les pays tiers dans le domaine des migrations et de l'asile » (document de stratégie jusqu'en 2013) et le « 7^e Partenariat stratégique Afrique-UE sur les migrations, la mobilité et l'emploi » (plan d'action jusqu'en 2013). Poursuivant l'Approche globale en matière de migration, la Commission a publié une communication intitulée « L'Approche globale de la question des migrations et de la mobilité » (AGMM) en novembre 2011. Le but de la deuxième synthèse électronique était d'analyser de façon approfondie cette communication, du point de vue de la diaspora africaine, et de formuler des recommandations s'appuyant sur la pratique pour les législateurs.

Dans cette édition, nous allons aborder la seconde réunion européenne entre les

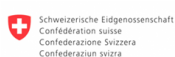
experts de la diaspora africaine du projet de l'EADPD¹. Cette seconde réunion européenne entre les experts de la diaspora africaine du projet de l'EADPD s'est tenue du 6 au 8 novembre 2012 à Paris. La seconde réunion d'experts était ouverte aux leaders invités des organisations de la diaspora africaine, aux organisations africaines partenaires, aux hauts fonctionnaires impliqués dans la migration et le développement, aux hauts fonctionnaires européens ainsi qu'aux représentants des agences de développement.

L'objectif de cette réunion était de partager des informations, d'améliorer la coopération et la coordination entre les organisations de la diaspora africaine en Europe et de renforcer leurs relations **avec les parties concernées** dans leurs pays d'origine. Pour ce faire, des représentants des gouvernements et de la société civile appartenant à des projets dans cinq pays pilotes² ont été invités à la réunion. La discussion centrale de la réunion d'experts s'est concentrée sur le thème des bonnes pratiques des organisations de la diaspora en ce qui concerne leur engagement en faveur du développement.

Au sein de cette synthèse électronique, nous allons traiter trois sujets importants relatifs à la diaspora et au développement, qui ont également été abordés durant la réunion d'experts. Ces sujets ont été choisis en se basant sur les résultats d'un sondage électronique qui a été effectué dans le cadre du projet de l'EADPD. Voici les sujets qui ont

¹ Plateforme européenne de la diaspora africaine pour le développement (European-wide African Diaspora Platform for Development)

² Maroc, Sénégal, Éthiopie, Angola, Cameroun





été considérés comme étant les plus pertinents :

- Développement local
- Esprit d'entreprise
- Diaspora et scientifique et technique

Ci-dessous, nous précisons le contexte et nous donnerons un exemple de bonne pratique pour chacun de ces thèmes. Ces bonnes pratiques ont été rassemblées lors d'une étude réalisée par le CAS³ dans le cadre du projet de l'EADPD.

Si vous souhaitez contribuer aux prochaines synthèses électroniques ou si vous désirez partager vos idées de sujets futurs, merci de nous contacter par e-mail : info@aeplatform.org.

³ Centre d'études africaines (Centre for Africa Studies)





2. Développement local

2.1 Contexte

Selon les estimations les plus récentes, il y avait 214 millions de migrants internationaux en 2010, qui représentaient plus de 3% de la population mondiale. Les indications pour 2012 montrent que les envois de fonds correspondent à un flux de 377 milliards de dollars vers les pays en développement – cette somme est cruciale pour garantir de meilleures conditions de vie à des millions de personnes à travers le monde. De plus, il est prouvé que les migrants transfèrent d'autres ressources non-financières importantes, qui peuvent déclencher un changement positif dans les communautés destinataires telles que des connaissances, des compétences, des réseaux, des idées et des valeurs⁴.

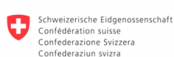
L'idée de l'engagement de la diaspora en faveur du développement reflète la philosophie à la base de « l'approche humaine du développement » et elle l'étend au secteur du développement par le biais de la migration. Dans ce contexte, le développement est vu comme un objectif qui peut uniquement être atteint en impliquant directement les personnes concernées. Les structures participatives doivent mettre des ressources et des

opportunités à disposition pour permettre aux membres de la communauté de contribuer activement au développement. Conformément à ce raisonnement, l'engagement de la diaspora met en avant une interprétation du développement, qui est participative et centrée sur les personnes, et présente les migrants ainsi que leurs associations comme des acteurs stratégiques pour les processus de développement grâce à leur engagement double dans leur pays d'origine ainsi que dans leur pays de résidence. Les acteurs clés en termes de développement tels que les gouvernements, les agences internationales et les ONG importantes ont donc adopté des politiques et des programmes d'engagement de la diaspora dans le but de faciliter l'implication active des associations de migrants.

L'engagement des associations de migrants en faveur de leur pays d'origine constitue en grande partie une action spontanée. Bien que l'existence de structures encourageant et supportant l'action de migrants puisse aider à lancer certaines initiatives, elles prennent majoritairement racine dans l'attachement émotionnel des migrants à leur pays d'origine. Par conséquent, les actions visent souvent à fournir de l'assistance à des communautés locales particulières. À travers l'Afrique, les conditions de vie dans de nombreux villages et petites villes se sont améliorées

4

http://www.iss.nl/fileadmin/ASSETS/iss/Documents/DevISSues/sinatti_WEB.pdf



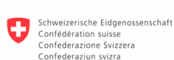


grâce à des projets de migrants, qui supportent par exemple l'électrification rurale, le revêtement routier, la construction d'écoles, l'équipement de postes sanitaires, la réalisation de puits de forage, etc. La nature localisée des initiatives d'associations de migrants peut avoir des effets largement ressentis au niveau local. Cependant, leur capacité à influencer les processus de développement à une échelle globale reste sans doute limitée.

L'effet final des actions de migrants sur le développement est restreint par des contraintes et des possibilités existantes. Les gouvernements des pays d'origine et des pays d'accueil jouent un rôle particulièrement important et nécessaire en soutenant les actions des associations de migrants par le biais de politiques publiques au niveau local et national. Les autorités locales peuvent par exemple accélérer le potentiel des contributions des associations de migrants en ce qui concerne le développement, lorsque celles-ci sont utilisées dans des processus institutionnalisés. Les gouvernements centraux peuvent également améliorer les contributions de migrants en faveur du développement par l'intermédiaire de structures politiques décentralisées qui définissent des priorités et des objectifs généraux tout en encourageant des

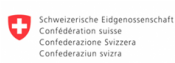
initiatives ascendantes. Grâce à celles-ci et à d'autres mesures, les autorités peuvent faciliter l'harmonisation des initiatives de migrants basées au niveau local avec les besoins et les objectifs régionaux et nationaux de développement. Cette cohérence renforcée entre le développement local et le développement général peut uniquement résulter d'une collaboration et d'une synergie entre les acteurs à tous les niveaux.

Néanmoins, certaines limitations importantes existent aujourd'hui en ce qui concerne l'implication des diasporas dans les politiques de développement. La limitation principale est que les phénomènes de migration en général sont mal intégrés dans les politiques de développement et que de nombreux programmes sont conçus sans partage d'informations et de ressources. Par exemple, rares sont les stratégies nationales de développement à inclure des réseaux d'expatriés comme partenaires formels. Peu d'études s'intéressent à l'impact réel de l'influence qu'ont les diasporas sur le développement par le biais du commerce, des investissements, des échanges commerciaux, des réseaux sociaux et des transferts de capital humain. Cet état de fait limite les données sur les contributions économiques et sociales des diasporas. Il existe encore moins d'études traitant des intérêts partagés par le pays





d'origine et le pays d'accueil en ce qui concerne les populations transnationales ou analysant les éventuels conflits d'intérêts entre ces deux pays.





2.2 Exemple de bonne pratique

Bonne pratique de développement local

Durant le mois sacré du ramadan 2012, la Gargar Foundation for Development a coopéré avec ILKADAR pour fournir chaque jour une aide humanitaire à 1 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, qui vivent dans des camps à Mogadiscio, en Somalie. Cela incluait des aliments, de l'eau, des biens de première nécessité et des médicaments ainsi que des conseils sur la santé et le bien-être ainsi qu'en matière de sexualité et de reproduction comme moyen de sensibilisation.

L'objectif de ce projet était d'assister les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en leur fournissant de l'aide humanitaire et un conseil gratuit ainsi qu'en les sensibilisant aux questions de reproduction et de bien-être, en particulier en ce qui concerne les femmes. L'intervention a duré un mois.

Quels sont les éléments considérés comme correspondant à une bonne pratique dans ce projet précis ?

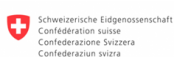
Les organisations impliquées dans l'exécution du projet ont pris les mesures nécessaires pour garantir que le projet s'effectue de manière **efficace** et subvienne **réellement** aux besoins des bénéficiaires. Elles ont collecté des informations au préalable en identifiant tout d'abord les besoins des bénéficiaires et en prenant les mesures adéquates pour s'assurer que ces besoins soient satisfaits. L'évaluation des besoins au début du projet était cruciale pour que le projet soit un succès. Cependant, en raison du manque de fonds et du nombre toujours croissant de personnes, elles n'ont pas pu apporter d'aide suffisante à tout le monde dans le camp et ont seulement pu offrir leurs services aux personnes les plus vulnérables. **leur stratégie était de distribuer** les provisions aux bénéficiaires en s'assurant qu'ils reçoivent tous une part égale de nourriture, d'eau et de médicaments.

Étant donné que ce projet ne durait qu'un mois, les organisations responsables de la mise en œuvre ont dû garantir que toutes les phases et tous les domaines du projet soient effectués de manière très efficace en raison des contraintes temporelles. La communication, l'organisation, la planification, la livraison et l'exécution constituaient **les aspects qui** ont sans cesse influencé le projet et ils ont déterminé la mise en œuvre réussie. Néanmoins, il n'a pas toujours été facile à mettre en place puisque l'entrée dans ces camps dans un contexte de conflit régional représentait parfois un danger de mort pour l'équipe, en particulier lorsqu'elle procédait à l'évaluation des besoins pour identifier les personnes les plus vulnérables.

En ce qui concerne **la propriété** de ce projet, c'est le chef de projet de la Gargar Foundation for Development qui était responsable de la supervision du projet global, de la planification, de la surveillance, de l'évaluation jusqu'à l'analyse du programme pour garantir que les services offerts soient professionnels et répondent aux demandes des bénéficiaires.

Le **partenariat** réussi entre la Gargar Foundation for Development et ILKADAR leur a permis d'atteindre plus de bénéficiaires au niveau de la base. En tant qu'organisation locale, ILKADAR a pu fournir l'équipement nécessaire à l'exécution du projet ainsi que son expertise en termes de connaissances locales sur la région.

À propos de **l'impact et des résultats** de l'intervention, on peut noter que : les organisations ont pu fournir avec succès une aide humanitaire et des conseils sur les questions de santé et de bien-être, y compris la sexualité et la reproduction, à 1 000 personnes **déplacées à l'intérieur de leur pays dans les camps de Mogadiscio, en Somalie**. La Gardar Foundation for Development a également développé une bonne relation de travail avec ILKADAR. Ce projet caritatif est une réussite de l'ILKADAR Foundation et de la Gargar Foundation for Development qui visait à améliorer les conditions de vie des citoyens somaliens souffrant de circonstances difficiles liées à la sécheresse durant le mois du ramadan.





3. Esprit d'entreprise

3.1 Contexte

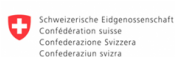
Faits et chiffres

- En 2012, l'estimation des flux d'envois de fonds dans le monde dépasse les 440 milliards de dollars. Les pays en développement ont reçu 325 milliards de dollars de cette somme, ce qui correspond à une augmentation de 6% par rapport au niveau de 2009.
- Les envois de fonds enregistrés en 2009 représentent presque le triple de l'aide officielle et presque autant que les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) vers les pays en développement.
- Les pays à revenus élevés sont la principale source d'envois de fonds. Les États-Unis devançant de loin les autres pays. L'Arabie saoudite arrive deuxième suivie de la Suisse et de la Russie.
- Les flux d'envois de fonds vers les pays en développement ont résisté à la dernière crise financière mondiale ; ils n'ont diminué que de 5,5% en 2009 et ont connu une reprise rapide en 2010. En comparaison, les flux liés aux IDE ont baissé de 40% et les flux associés aux dettes privées et aux portefeuilles d'actions ont régressé de 46% en 2009.

- Top 10 des pays destinataires en 2012 (en milliards) : Inde (\$55), Chine (\$51), Mexique (\$22.6), Philippines (\$21.3), Bangladesh (\$11.1), Nigeria (\$10), Pakistan (\$9.4), Liban (\$8.2), République arabe d'Égypte (\$7.7), Viêtnam (\$7.2)⁵

Comme les autres sources financières externes, les envois de fonds permettent à l'économie d'investir dans le capital humain et physique (santé, éducation) qui contribue à la croissance (Ziesemer, 2006 ; Acosta et al., 2008). Cependant, comme les envois de fonds peuvent être directement consommés ou bien utilisés pour investir dans le capital physique et humain, il semble que leur effet sur les investissements nationaux soit perçu comme étant faible ou limité, si l'on considère la somme d'argent qu'ils représentent chaque année. D'après les **rappports**, cela est dû à la faible proportion utilisée pour lancer ou assister des activités économiques. En réalité, la répartition entre consommation et investissement, qui dépend de différents facteurs tels que le degré de dépendance des ménages vis-à-vis de l'envoi de fonds, le sexe des migrants et l'existence de contraintes de crédit, varie en moyenne entre 10-20% des envois de fonds qui ne sont pas directement consommés

⁵ Source : « Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds » publié par la Banque mondiale





(Salomone, 2006 ; Sorensen, 2004 ; Orozco, 2004).

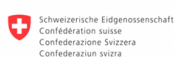
Des envois de fonds au microfinancement

Il a été indiqué que les institutions de microfinancement considèrent de plus en plus les diasporas comme une source de financement pour les petites entreprises. Le Fonds mondial de la diaspora (FMD) a été créé en 2010 à cette fin. C'est une initiative du Groupe de travail de l'Observatoire international des transferts de fonds des migrants des pays les moins avancés, en association avec plusieurs organisations publiques et privées. Le FMD a pour objectif d'offrir aux migrants un instrument d'investissement sécurisé (organisations de microcrédit) qui contribuera au développement de leurs pays d'origine. Le FMD investira dans le Sud par le biais de prêts, de cautions ou même en achetant des actions d'institutions de microfinancement. Le fonds participera également au financement d'infrastructures identifiées par les migrants. Le fonds investira sous forme de cautions, de prêts et d'actions dans des institutions de microfinancement qui sont régulées et viables. Il participera aussi au cofinancement d'infrastructures proposées par les migrants.

De plus, des organisations comme Kiva.org offrent une voie par laquelle les membres de la diaspora peuvent offrir des outils de microfinancement à leur pays d'origine. Kiva est une organisation à but non lucratif

dont le but est d'associer les personnes **souhaitant** réaliser des prêts pour soulager la pauvreté. En tirant profit d'Internet et d'un réseau international d'institutions de microfinancement, Kiva permet aux particuliers de prêter des petites sommes à partir de 25 dollars pour aider à la création d'opportunités dans le monde entier. Kiva travaille avec des institutions de microfinancement sur les cinq continents pour offrir des prêts aux personnes n'ayant pas accès aux systèmes bancaires traditionnels. La totalité du prêt est envoyée à ces institutions de microfinancement que Kiva appelle ses « partenaires de terrain » et qui gèrent les prêts sur le terrain. Depuis la création de Kiva en 2005, l'organisation a prêté 203 millions de dollars grâce à 568 876 prêteurs, avec un taux de remboursement de 98,65%.⁶

⁶ <http://www.diasporamatters.com/moving-from-remittances-to-microfinance/2011/>





3.2 Exemple de bonne pratique

Bonne pratique d'entrepreneuriat

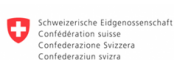
L'organisation « Fédération des associations franco-africaines de développement par l'appui économique » (FAFRAD-économique) assiste l'installation d'entreprises dans plusieurs pays africains. Avec ce projet, la FAFRAD permet aux entrepreneurs de réaliser leurs idées et plans de commerce en conformité avec le contexte culturel et socio-économique. En collaboration avec un réseau de partenaires spécialisés, la FAFRAD aide à mettre en place des plans d'activités et fournit son assistance lors de la recherche d'opportunités de financement.

En ces temps de chômage ou de possibilités d'emploi réduites, créer sa société peut être un moyen de devenir actif sur le plan économique ou de gagner un revenu supplémentaire. Par conséquent, la FAFRAD apprécie et soutient chaque projet visant à établir une micro-entreprise en France ou en Afrique. L'assistance offerte par la FAFRAD peut inclure des sujets administratifs, la planification du projet, le développement d'une étude de marché ou la recherche d'opportunités de financement, etc.

Le coaching individuel pour créer une entreprise comprend par exemple : écouter et comprendre une personne désirant **créer** une entreprise et la conseiller de façon appropriée ; rechercher des structures ou institutions de formation ou des informations spécifiques (chambres de commerce, structures d'assistance à la recherche de locaux commerciaux, assistants sociaux) ; donner des informations concernant les étapes nécessaires à la création d'une entreprise (formalités, structures de financement disponibles) ; aider lors de la réalisation d'une étude de marché.

Les difficultés rencontrées lors de ce projet étaient le manque d'accès au crédit pour les développeurs . Il était également difficile de s'adapter aux aspects institutionnels et socio-culturels des pays africains. Cela a pu être surmonté grâce à une sensibilisation et une meilleure compréhension du contexte.

Le succès de ce projet a profité de la longue expérience de la FAFRAD et de son vaste réseau de partenaires. Un bon réseau représente la clé pour réussir ce type de projets. En outre, une bonne compréhension de l'environnement culturel et socio-économique est vitale à la réussite. Une autre bonne pratique qui peut être citée pour ce projet est l'étroite collaboration de la FAFRAD avec la personne fondant l'entreprise. Elle implique cette personne dans le processus de prise de décision ainsi que dans celui de l'évaluation.





4. Diaspora scientifique et technique

4.1 Contexte

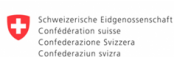
Diaspora et connaissances

Durant les deux dernières décennies, la perception de la migration des compétences a évolué, en accordant une plus grande importance au recrutement des cerveaux, qui est basé sur l'idée que la population expatriée qualifiée peut constituer un atout au lieu d'une perte définitive. En tant que ressources humaines, les scientifiques et les ingénieurs à l'étranger semblent mieux éduqués, formés par une expérience professionnelle et employés dans de bien meilleures conditions que ce que leur pays d'origine aurait pu leur offrir. Si ce pays peut utiliser ces ressources, il en profiterait considérablement. Il y a deux moyens d'exploiter le recrutement de cerveaux : soit par le retour des expatriés vers leur pays d'origine (option du retour) soit par leur mobilisation à distance et leur implication dans son développement (option de la diaspora).

L'option du retour a été appliquée avec succès dans différents nouveaux pays industrialisés (NPI) tels que Singapour ou la République de Corée ainsi que dans de grands pays en développement comme l'Inde ou la Chine (Charum, Meyer, eds, 1999). Des programmes importants ont été mis en place depuis 1980 pour rapatrier un grand nombre de leurs

citoyens qualifiés. Ils ont réussi à créer des réseaux intérieurs qui permettent à ces rapatriés de trouver un emploi et d'être opérationnels de manière efficace. Cependant, ces pays correspondent sans surprise à ceux qui peuvent se permettre d'investir significativement dans le matériel scientifique et technologique ainsi que dans les infrastructures humaines. Ils avaient commencé à établir le réseau de recherche ainsi que le réseau technico-industriel qui peut entretenir de manière appropriée de telles activités employant des rapatriés qualifiés. Évidemment, le succès de cette option dépend fortement de cette capacité spécifique. Cette condition préalable n'est pas facile à satisfaire pour un grand nombre de pays en développement.

L'option de la diaspora est plus récente et résulte d'une stratégie différente. Elle assume que de nombreux expatriés ne rentreront vraisemblablement pas. Ils se sont souvent installés à l'étranger et y ont construit leur carrière professionnelle ainsi que leur vie personnelle. Cependant, ils s'intéressent encore beaucoup au développement de leur pays d'origine, en raison des liens culturels, familiaux ou autres. L'objectif est de créer les relations par lesquelles ils peuvent être connectés de manière efficace et productive à son développement sans devoir y retourner physiquement, que ce soit temporairement ou définitivement. Ce





type de travail de coopération à distance est désormais possible ainsi que l'ont démontré clairement des cas de projets de recherche internationaux ou les activités quotidiennes des multinationales. De plus, les relations entre les intellectuels expatriés et leur pays d'origine ont souvent existé par le passé. La nouveauté aujourd'hui est que ces liens sporadiques, exceptionnels et limités peuvent désormais devenir systématiques, denses et multiples.

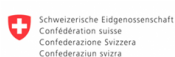
Un avantage vital de l'option de la diaspora est qu'il ne nécessite pas d'investissement infrastructurel important au préalable **puisque'il** consiste à capitaliser les ressources qui existent déjà. Chaque pays est donc à même de mobiliser sa diaspora s'il est prêt à effectuer l'engagement social, politique, organisationnel et technique nécessaire. Une perspective prometteuse de cette stratégie est que par le biais des expatriés, le pays a non seulement accès à leurs connaissances individuelles mais aussi aux réseaux socio-professionnels dans lesquels ils sont intégrés à l'étranger. Il s'agit d'une version assez complète de l'approche par connectivité. Voilà ce qui est aujourd'hui en jeu dans de telles initiatives de par le monde. En effet, de nombreux pays ont utilisé « l'option de la diaspora ».

Le Programme de transfert de connaissances à travers les expatriés nationaux (TOKTEN) du Programme des

Nations Unies pour le développement (PNUD) utilise l'expertise d'expatriés hautement qualifiés en les aidant à retourner dans leur pays d'origine pour de brèves visites. Ces séjours durent habituellement de trois semaines à trois mois durant lesquels les expatriés participent à différents projets de développement ou assument des missions d'enseignement dans des universités locales. Des douzaines de pays ont profité de ce programme de manière occasionnelle durant les deux dernières décennies. Néanmoins, certains d'entre eux tels que la Palestine, le Pakistan et le Liban ont récemment commencé à instaurer des structures plus permanentes pour utiliser de façon plus systématique leurs ressources humaines expatriées, par le biais du programme TOKTEN. La liste de bases de données de personnes, triée par région par exemple, constitue des embryons de réseaux réels⁷.

En matière de projets et activités de développement, les faits montrent que des tentatives de projets coopératifs entre les expatriés et les communautés nationales ont effectivement eu lieu. Elles consistent en des projets de recherche, des transferts de technologie et des conseils spécialisés. Étant donné que ces expériences sont assez récentes et qu'il n'y a pas assez d'informations disponibles

⁷ <http://www.unesco.org/most/meyer.htm>

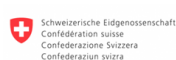




sur leurs travaux, il est difficile d'évaluer leur réussite. Cependant, il semble que ces projets ne sont pas nombreux et que, dans de nombreux cas, il s'agit d'initiatives spontanées et isolées. En réalité, afin de concevoir des projets communs entre la diaspora et les acteurs nationaux, deux choses sont nécessaires : un système d'information et un système d'incitations. Le système d'information révèle l'étendue des partenariats potentiels et permet à chaque utilisateur de rechercher ceux concernant son secteur d'activités. Le système d'incitations donne directement accès aux ressources (matérielles ou non) ou les fournit afin d'alimenter les projets que mènent les membres. Cela constitue un triangle d'actions : afin de faciliter les entreprises au sein d'une population vaste et hétérogène, il faut fournir une assistance **technique et** politique, en plus d'une adhésion au réseau (Meyer and Brown 1999). Dans ce processus, l'engagement et l'implication des organisations et acteurs nationaux sont vitaux. À ce moment précis, les réseaux existent et leurs membres hautement qualifiés sont motivés. La responsabilité incombe maintenant à la communauté nationale d'utiliser ces ressources au mieux.

L'analyse de 15 réseaux de la diaspora intellectuelle/scientifique montre qu'une bonne organisation est nécessaire dans un réseau de ce type afin d'assurer la

communication, l'échange d'informations et la coordination des actions. C'est là qu'un organisme de coordination ou qu'une interface semble indispensable. La fonction d'un tel organisme de coordination serait de collecter, d'organiser et de conserver les informations nécessaires à la recherche systématique de partenariats mais également de gérer et de promouvoir les intérêts et les actions des multiples entités présentes dans un réseau de ce type. L'organisme de coordination serait en charge de fournir l'accès aux ressources pouvant être utilisées pour créer une action dans le réseau. Cette organisation serait composée de membres du réseau ainsi que de parties intéressées issues de la communauté nationale. Par conséquent, il s'agirait d'un consortium de partenaires multiples.





4.2 Exemple de bonne pratique

Bonne pratique dans la diaspora scientifique

Dans ce projet, des organisations de la diaspora recrutent des professionnels de la diaspora pour faire de courts voyages de bénévolat (2-3 semaines) vers leurs pays d'origine afin de travailler avec les partenaires locaux sur des projets spécifiques. Ce programme a été conduit en 2005 par AFFORD, en coopération avec l'organisation de volontaires « Voluntary Services Overseas » (VSO). Les bénévoles d'AFFORD ont travaillé avec des partenaires au Ghana et en Sierra Leone pour aider au développement d'entreprises. D'autres groupes de la diaspora ont œuvré au Nigeria, au Kenya, au Népal, etc. pour l'éducation, la pisciculture, la santé et d'autres sujets. L'objectif du projet était de permettre aux professionnels de la diaspora de s'engager/se réengager plus facilement et de manière productive auprès de leurs pays d'origine, entre autres en fournissant une assistance technique directe et une aide diverse aux projets menés dans les pays d'origine, en servant d'instigateur auprès des individus pour construire de nouvelles « relations en faveur du développement » au sein des pays d'origine et en créant de nouveaux partenariats entre les groupes de la diaspora et les différents acteurs du développement local.

Quels sont les éléments considérés comme correspondant à une bonne pratique dans ce projet précis ?

Des efforts ont été faits pour ne pas reproduire des systèmes de volontariat international existants, grâce à une étroite collaboration avec les organisations qui les proposent. Il était également important de gérer les attentes des volontaires et des partenaires de projet ainsi que des communautés locales du Ghana et de la Sierra Leone – cela a été accompli par le biais d'une **communication précise avec les parties prenantes, au moment opportun**.

La plupart des programmes de volontariat internationaux sont très peu utilisés par les personnes de la diaspora. Cela est en partie dû à la durée d'engagement nécessaire pour les missions de volontariat qui s'étend de 6 mois à 2 ans mais aussi au fait que les systèmes principaux n'offrent pas ou peu de choix concernant le lieu de la mission. Les individus de la diaspora ont tendance à avoir leurs propres liens avec l'Afrique, et les recherches de l'AFFORD ont montré que les volontaires de la diaspora ont plus envie de retourner dans leurs pays et surtout dans leurs régions d'origine. De plus, la charge financière considérable liée aux missions de longue durée constituait une barrière importante pour les expatriés de la diaspora. Ce problème ne se pose plus avec de courtes missions dans les pays d'origine. Le plus grand défi était peut-être de convaincre les principales organisations proposant des missions de volontariat (telles que VSO) qu'une **méthodologie alternative** était nécessaire, qui présente plus de flexibilité en termes de lieu et de durée de mission. Ces organisations principales étaient très réticentes à changer à ce propos, mais la faible participation de la diaspora à leurs programmes les a convaincus de soutenir un programme pilote.

En ce qui concerne la **propriété** de ce projet, l'organisation essentielle était l'AFFORD, qui a participé aux prises de décision du début à la fin. L'AFFORD a également mené la phase de mise en œuvre et le personnel de l'AFFORD a voyagé avec les participants pour faciliter le processus d'envoi en mission. De bons **partenariats** ont été construits et maintenus avec des partenaires locaux en Sierra Leone et au Ghana. Ils étaient décisifs pour la réussite du projet. Après le succès du projet pilote, il était vital d'intégrer de nouveaux partenaires tels que l'organisation de volontaires « Diaspora Volunteering Alliance » (DVA) pour obtenir des soutiens en faveur d'un projet de plus grande envergure attirant d'autres groupes de la diaspora.

Les objectifs visaient à donner la priorité au développement, dans la mesure où les personnes issues de la diaspora et celles dans les pays d'origine désirent toutes voir une implication plus importante des professionnels de la diaspora. Le projet se basait sur le capital social, intellectuel et financier déjà présent au sein de la diaspora ainsi que sur les liens existant avec les communautés dans les pays d'origine. Un grand nombre de pays africains d'origine appellent de leurs vœux des systèmes de volontariat destinés à la diaspora, qui utilisent les capacités de la diaspora qui comprend les conditions locales de manière bien plus précise et nuancée que les volontaires externes à la diaspora.



Les **ressources financières** du projet étaient suffisantes. Il a également profité de moyens de cofinancement puisque l'AFFORD a engagé une partie de ses propres ressources durant les phases d'évaluation et de planification. Sans cela, il aurait été plus difficile d'accéder au soutien financier du Département du développement international (Department for International Development ou DfID) et d'autres organismes. De plus, les gouvernements africains consacrent de plus en plus de ressources afin de profiter des relations de la diaspora en vue d'améliorer le développement.

À propos de l'**impact** et des **résultats** de l'intervention, les objectifs de départ ont été atteints. 30 bénévoles de la diaspora ont effectué avec succès des missions en Sierra Leone et au Ghana dans les secteurs du commerce, de l'éducation et de la santé. 15 bénévoles ont été tellement impressionnés par leur expérience qu'ils ont décidé de retourner dans leurs pays d'origine et d'y créer des entreprises. Ils emploient 5 à 10 personnes locales chacun et ils développent les capacités des secteurs commerciaux locaux. En complément de ceux mentionnés, le projet pilote a par la suite été élargi à d'autres groupes de la diaspora en Afrique, en Asie et en Amérique latine. De plus, le succès du projet quant à favoriser la création de PME en Sierra Leone est directement responsable de la création du centre commercial de l'AFFORD en Sierra Leone en 2012, 37 d'entre-elles fournissent une assistance légale, financière et autre aux entrepreneurs locaux pour créer des PME. L'objectif est d'aider 336 start-ups commerciales locales dans le cadre de ce projet.





5. Conclusions

Comme le montre cette synthèse électronique, les actions de la diaspora dans différents secteurs d'activités peuvent être d'une portée et d'une efficacité considérables. Dans le développement local, les projets et les activités se basent sur une interprétation participative et centrée sur les personnes. Les individus et les organisations de la diaspora peuvent être considérés comme des acteurs stratégiques dans les processus de développement. Cependant, l'impact final des actions de la diaspora sur le développement dépend de plusieurs facteurs internes et externes. Par exemple, les gouvernements des pays d'accueil jouent un rôle important et nécessaire en soutenant les actions de la diaspora. De plus, les actions en faveur du développement tendent à se concentrer sur des initiatives locales dans le village ou la ville d'origine et elles n'atteignent pas une portée plus large concernant une région ou un pays précis.

Ensuite, les envois de fonds constituent l'un des flux d'argent principaux dans le monde et une contribution importante aux économies locales. Cependant, cet argent ne semble pas vraiment être investi par le biais d'entreprises mais plus directement dans les ménages. Afin de faire des investissements sûrs, il est important pour la diaspora de pouvoir fournir des prêts à travers les systèmes de

microfinancement par exemple. Cela facilitera les investissements pour les groupes de la diaspora et les rendra plus sûrs.

Enfin, la diaspora constitue un atout important en termes de « recrutement de cerveaux ». Les personnes décident de rentrer de manière permanente dans leur pays d'origine (ce qui arrive souvent dans les pays asiatiques prospères) ou de partager leurs compétences et leur expertise de manière temporaire avec leur pays d'origine. Cette dernière option est de plus en plus facilitée de nos jours par le biais d'institutions internationales importantes telles que les Nations unies (programme TOKTEN). Les réseaux de la diaspora visant à faciliter l'échange de connaissances existent et fonctionnent.

